



# Le microcrédit ou le pari de l'homme

entretien avec **Maria Nowak**



■ ■ ■ ■ ■  
Rue de l'échiquier  
■





## Préface de Jean-Baptiste de Foucauld

J'ai rencontré pour la première fois Maria Nowak en 1988, il y a plus de vingt ans maintenant. Elle avait la gentillesse de me demander conseil car elle voulait transposer et appliquer en France la méthode du microcrédit que Muhammad Yunus, peu connu à l'époque, avait mis en place au Bangladesh dans le cadre de la Grameen Bank.

Je me souviens l'avoir reçue, au ministère des Finances, alors rue de Rivoli, dans un bureau particulier de l'inspection des Finances, le bureau dit de « l'inspecteur général ». Il était généralement vide, luxueux (meubles d'époque) et commode, car les autres bureaux — dont aucun n'était affecté — étaient surpeuplés et bruyants. Maria m'expliqua alors le mécanisme ingénieux inventé par Yunus pour prêter de l'argent à ceux qui n'ont aucune garantie à offrir, sinon leur engagement personnel et l'appui solidaire d'un groupe — les membres du groupe ayant d'autant plus intérêt à soutenir le bénéficiaire que le respect des échéances de remboursement conditionne leur propre octroi, ultérieur, d'un prêt, selon le mécanisme de la tontine.

Je venais, avec quelques amis, de créer Solidarités nouvelle face au chômage, association qui s'efforce à sa manière de concilier





initiative et solidarité entre chômeurs et non chômeurs<sup>\*</sup>, et je fus vivement intéressé par le projet. Il me paraissait devoir prendre sa place dans cette boîte à outils que la société civile, alors très innovante, mettait en place pour lutter contre ce mal des sociétés modernes qu'est l'exclusion.

Maria me raconta qu'elle avait contacté divers partenaires, mais qu'aucun n'avait envie de s'engager sur le terrain du micro-crédit. Cela ne me surprit guère, tant est grand l'individualisme associatif français, tant aussi le sillon que chacun creuse avec ses méthodes est ardu et accapare toute son énergie. Je lui conseillai donc... de monter le projet elle-même. Dans l'un de ses livres<sup>\*\*</sup>, Maria écrit qu'elle trouva ce « verdict » saugrenu, avant de s'y rallier peu de temps après. À la vérité, je n'ai pas eu l'impression d'avoir eu beaucoup à la pousser. Elle avait déjà en elle la réponse à la question qu'elle posait, tant il est vrai que c'est à chacun d'entre nous d'assumer en première ligne le poids de ses rêves et de ses espérances...

Depuis, quel parcours, quelle réussite exemplaire ! J'ai vu Maria tisser sa toile peu à peu, trouver la bonne méthode pour acclimater la formule de la Grameen bank au contexte français, convaincre les banquiers de lui prêter de l'argent, les pouvoirs publics nationaux et locaux de financer l'accompagnement des créateurs, s'intéresser aux multiples réglementations et tenter de les faire simplifier, supporter les changements permanents de celles-ci, faire face aux menaces de ruptures de financement — la suppression des emplois jeunes en 2002 —, promouvoir la doctrine des microcrédits, la diffuser dans d'autres pays avec l'aide de la Banque mondiale et de l'Union européenne, mener des actions de communication, s'engager dans les quartiers

---

\* [www.snc.asso.fr](http://www.snc.asso.fr)

\*\* Maria Nowak, *On ne prête (pas) qu'aux riches : la révolution du microcrédit*, éditions Jean-Claude Lattès, 2005





de la politique de la ville. Quelle énergie, quel investissement à trop plein temps, mais quels succès aussi!

C'est tout cela que ces entretiens décrivent de manière très vivante. Ils mettent bien en valeur cette foi formidable en la nature humaine qui anime Maria, et dont témoigne son propre parcours : née en Pologne en 1935, elle a quatre ans quand la Seconde Guerre mondiale éclate ; sept ans quand les nazis incendient sa maison et fusillent une partie de sa famille ; onze ans quand elle arrive en France en situation irrégulière.

Dans sa perpétuelle course en avant, Maria regarde plus devant elle que sur les côtés ! La coopération avec l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) qu'elle a fondée et qui supporte le développement du microcrédit n'est pas toujours aisée. Il y a également des débats doctrinaux avec les autres spécialistes de la création d'entreprise, notamment sur la question du taux des prêts qui sont consentis aux créateurs : ce taux doit-il être très bas, et par conséquent l'organisme prêteur être subventionné, ou doit-il être suffisamment élevé pour couvrir les coûts de gestion et assurer l'indépendance du prêteur ? Après tout, pourquoi ne pas accepter un certain pluralisme en la matière ?

De même, l'articulation avec les autres volets des politiques d'insertion, centrés principalement sur le salariat, ne va pas de soi. Il y a également la crainte d'exposer imprudemment des personnes fragiles en les rendant dépendantes de marchés incertains ou évanescents. À cela, l'Adie répond par l'exigence de sa sélection et par le très faible taux de ses pertes. Mais que deviennent les 75 % de candidats dont le projet n'est pas retenu, quel parcours leur est proposé, et avec qui ? Pour eux, c'est bien un emploi salarié qui devra être mis en place, souvent sous forme d'un contrat aidé. Il y a donc parfaite complémentarité entre les divers dispositifs de la lutte contre l'exclusion, mais





souvent ces différentes démarches ne se vivent pas comme telles.

C'est sans doute dans cette voie que nous aurions à progresser durant cette période de crise que nous connaissons et qui va nous imposer de penser, agir et vivre autrement.

Je suis frappé par l'atonie actuelle de la société civile et du mouvement associatif, si créateur dans les années 1980 et 1990, aujourd'hui sans voix face à la crise — chacun continuant, bien sûr, son travail, mais de manière tout de même assez compartimentée. N'est-ce pas à cela que la crise nous appelle : apprendre à coopérer, ce qui n'est pas si simple et demande beaucoup d'énergie. S'engager ensemble pour construire un modèle de développement plus sobre, plus juste, plus durable, plus créatif finalement, où chacun ait, enfin, vraiment sa place et puisse donner le meilleur de lui-même, ce qui est l'objectif implicite de la démocratie.

À mon avis, nous aurions, pour ce faire, à progresser dans deux directions :

- d'une part, inclure le microcrédit *stricto sensu* dans un véritable « droit à l'initiative économique », ouvert à tous et pas seulement aux demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux : en un mot, mettre en place un véritable capital initiative qui démocratise la capacité d'entreprendre, et permette à ceux qui ont des projets validés de bénéficier du concours de la collectivité et du financement de ceux qui bénéficient de ces initiatives ;

- d'autre part, inclure la création d'entreprise et le travail indépendant — comme le travail à temps choisi d'ailleurs —, dans le processus de multiplication, diversification, qualification et sécurisation des parcours professionnels que les partenaires





sociaux et les pouvoirs publics s'efforcent de mettre en place et qui doit s'adresser à tous et pas seulement à ceux qui ont un emploi.

En tout cas, ces « conversations solidaires » nous invitent à ne pas baisser les bras et à faire plus et mieux ensemble.

**Jean-Baptiste de Foucauld**, président fondateur  
de Solidarités nouvelles face au chômage





## « Nous sommes tous des entrepreneurs potentiels »

« Grâce au microcrédit, l'Adie\* aide les personnes exclues du système bancaire à créer leur propre entreprise. Ces personnes, le plus souvent au chômage, peuvent de cette façon initier leur propre emploi. »  
Voici ce qu'on peut lire sur le site Internet de l'association que vous avez fondée en 1988 et que vous présidez toujours. Créer une entreprise, réaliser un projet personnel, ce n'est pas rien... Par définition, ne vous adressez-vous pas à une population, certes précarisée, mais néanmoins capable de se mobiliser pour monter une affaire et mobiliser son réseau ?

Tout le monde, à mon sens, est potentiellement entrepreneur pour deux raisons essentielles. La première raison est un constat: le travail salarié, à l'échelle de l'histoire de l'humanité, est un accident de ces cent cinquante dernières années, une parenthèse. Le travail indépendant a toujours dominé dans l'histoire de l'humanité et domine encore dans les pays en voie de développement. La deuxième raison est liée à mon vécu, à ma propre expérience. J'ai beaucoup travaillé dans ces pays pauvres. J'y ai vu des hommes

---

\* Association pour le droit à l'initiative économique ; [www.adie.org](http://www.adie.org)





et des femmes naturellement « entrepreneurs », au sens où ils exerçaient des activités commerciales ou de production de façon indépendante. N'importe quelle femme africaine fabrique du savon ou de la bière de mil et vend sa production au marché.

Dans les pays en transition d'Europe de l'Est, où, pendant quarante ans, toute initiative économique personnelle avait été interdite, j'ai vu, quasiment du jour au lendemain, des gens qui ne touchaient plus leur salaire devenir entrepreneurs. Les directeurs de grandes entreprises qui employaient dix mille salariés croyaient encore que tel combinat\* allait être réhabilité et que la production redémarrerait. Mais les ouvriers, voyant qu'on les laissait chez eux et qu'on ne les payait pas, sont devenus entrepreneurs. Il fallait bien qu'ils vivent. Même chose pour les femmes de Srebrenica, dont les maris, pères et fils ont été massacrés pendant la guerre en Bosnie. Elles vivaient dans des conditions abominables, psychiquement et matériellement. Un beau jour, elles ont décidé d'agir. N'ayant jamais touché d'argent auparavant, puisque c'était l'homme qui avait cette prérogative, elles ont pris un petit crédit et se sont mises à gagner leur vie.

**On peut néanmoins supposer que les personnes qui viennent vous voir ont un minimum de confiance en elles, qu'elles possèdent un minimum de compétences objectives...**

Pas moins de 20 % de nos clients savent à peine lire et écrire, 4 % sont illettrés. Certains ont eu des passages à vide. Nous avons par exemple accordé un prêt à quelqu'un qui n'avait pas de domicile fixe, qui vivait dans une gare. Les gens du voyage, pourtant considérés comme des insolubles, sont ceux qui remboursent le mieux.

---

\* Dans l'ancien bloc soviétique, groupement d'installations industrielles implantées dans une même région et dont les activités étaient complémentaires.







Je ne dis pas que les gens qui viennent nous voir sont déprimés, en pleine tourmente familiale ou affaiblis par d'importants problèmes de santé. Effectivement, on ne peut pas créer une entreprise si l'on doit faire face à mille drames personnels, si l'on doit par exemple se battre pour récupérer ses enfants placés en foyer d'accueil. Il faut un minimum de liberté d'esprit et de volonté pour réussir. Certaines périodes de nos vies nous mettent au désespoir, tandis que d'autres sont des moments de résilience, comme dirait Boris Cyrulnik\*. Parmi nos clients, nous avons beaucoup de gens qui ont passé plusieurs années au RMI, qui ne croyaient plus à rien et qui, un beau jour, se sont dit: « Soit je sombre, soit j'essaie de faire quelque chose. »

Quand il n'y a pas d'autre solution pour subsister, tout le monde s'y met. J'ai monté un programme pour les paysans albanais qui se sont un jour retrouvés hors de leur coopérative ou ferme d'État. Ils sont devenus exploitants individuels dans un contexte très difficile. Lorsqu'ils sont poussés par la nécessité, dans une logique de survie, beaucoup de gens trouvent en eux l'énergie de créer une entreprise, et ce, même dans les pays les plus industrialisés qui sont habitués au salariat et à la protection sociale.

### **Vous ne seriez pas loin de penser que, contraint par les circonstances, tout chômeur peut devenir entrepreneur.**

Absolument. Je pense que les hommes sont nés pour créer. Nous sommes tous des entrepreneurs potentiels. Je suis devenue entrepreneur alors que je ne l'avais jamais imaginé pour moi-même: au sein de l'Adie, mon travail comme celui de l'équipe dirigeante consiste à gérer une petite entreprise de plus de 400 salariés et 1500 bénévoles.

---

\* Psychiatre et écrivain français ayant développé le concept de résilience qui désigne la capacité d'une personne à renaître de sa souffrance.





## Et qu'en est-il des personnes en situation de souffrance psychologique ?

J'exclus de cette réflexion générale toutes les personnes qui, pour des raisons de santé, d'âge ou de cassure psychologique doivent être prises en charge de façon permanente par la société.

En revanche, tous ceux qui peuvent travailler, souffrent de ne pas travailler. J'en suis convaincue. Certains psychologues du travail ont démontré que le chômage est infiniment plus douloureux que le travail. L'idée très répandue selon laquelle les RMIstes profiteraient du système pour ne rien faire est bien évidemment fausse. Primo, ils sont obligés de travailler parce qu'ils ne peuvent pas vivre uniquement du RMI. Par conséquent, ils cumulent plein de petits boulots. Cette première observation est généralement négligée parce qu'elle serait contraire à la règle du RMI, qui suppose que les revenus complémentaires sont déduits du montant de l'aide — or nous aimons croire que les règles sont appliquées ! Secundo, je ne connais pas de RMIste heureux, sauf peut-être les quelques-uns qui ont justement trouvé un équilibre entre le RMI qui, ajouté aux diverses allocations, procure un revenu de base et, à côté, un petit boulot au noir qui leur permet de vivre.

**Comme Jean-Marc Borello, délégué général du Groupe SOS, vous considérez que « personne n'est jamais au bout de son histoire ». Est-ce également vrai des personnes en situation de très grande précarité sociale, qui n'auraient par exemple aucune formation ?**

J'ai toujours été émerveillée de constater à quel point les gens que l'on regarde de haut parce qu'ils ne sont pas éduqués ou instruits recèlent des trésors d'intelligence, de courage et de bonté. Je l'ai appris en vivant en Afrique, dans les villages. De voir à quel point un paysan africain illettré peut se révéler ouvert, intelligent et créatif m'a beaucoup marquée. Considérer que seuls les riches,





qui ont reçu une éducation de haut vol, sont capables d'entreprendre est une forme d'injustice fondamentale. C'est aussi une immense bêtise. Car la pauvreté est imposée par les circonstances et tout homme est capable de créer.

Encore une fois, 20 % des clients de l'Adie savent à peine lire et écrire. Ils réussissent aussi bien que les autres et m'ont appris plein de choses. J'ai beaucoup de respect et de tendresse pour les gens qui, du fait de leurs origines, de leur éducation ou de l'état de leurs finances, ne sont pas reconnus sur le plan social.

**N'y a-t-il pas une part importante de personnes en difficulté qui ne sont plus en état de retrouver un emploi et qui, dès lors, ont besoin d'être prises en charge par la société ? C'est ce que dit Jean-Guy Henkel, le directeur national des Jardins de Cocagne\* .**

Travailler dans un Jardin de Cocagne n'est pas nécessairement une mise sous tutelle. Il s'agit de retrouver une activité dans le cadre d'un chantier d'insertion. Il y a plusieurs voies et toutes sont valables et nécessaires. Certains ont un avenir autonome mais pour d'autres, c'est perdu d'avance parce qu'ils sont trop âgés, parce qu'ils sont brisés par la misère et la dépendance à l'aide sociale, ou parce qu'ils sont handicapés.

Je ne dis pas que la totalité des personnes qui se trouvent aujourd'hui en difficulté peuvent devenir entrepreneurs. Certains n'en ont plus envie ou n'en ont pas la capacité.

---

\* Les Jardins de Cocagne sont des chantiers d'insertion, des jardins maraîchers biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle. À travers la production et la distribution de légumes biologiques, sous forme de paniers hebdomadaires, à des adhérents consommateurs, ces jardins permettent à des adultes en difficulté de retrouver un emploi et de (re) construire un projet personnel. Voir également *Dans un pays de Cocagne*, entretien avec Jean-Guy Henkel, éditions Rue de l'échiquier, 2009.





## **Vous considérez qu'il y a de la place pour d'autres voies d'insertion ?**

Mais bien sûr ! Comme disait Jean Boissonnat\*, il n'y a pas une seule voie pour lutter contre le chômage. Il faut le grignoter de tous les côtés. Forcément, on le grignote à plusieurs.

**Dans les structures d'insertion par l'activité économique\*\*, on travaille avec des subsides fournis par l'État ou les collectivités locales, des contrats aidés, des subventions, des aides aux postes, etc. En l'occurrence, on ne cherche pas à faire des personnes en difficulté des entrepreneurs. Comme le dit Jean-Guy Henckel à propos des personnes en insertion dans les Jardins de Cocagne, « on en fait des travailleurs pauvres ». Par comparaison, qu'apportent l'Adie et le microcrédit ?**

Tout d'abord, je pense qu'il vaut mieux être travailleur pauvre qu'inactif. D'un point de vue psychique comme d'un point de vue matériel, cette situation est préférable, même si elle ne constitue pas un but en soi, bien évidemment.

D'autre part, il faut savoir que les entreprises d'insertion sont subventionnées, au même titre que l'accompagnement que nous apportons aux chômeurs créateurs d'entreprise. Il n'existe pas d'autre solution. En revanche, il devrait y avoir, en la matière, une

---

\* Journaliste et économiste, il est notamment l'auteur en 1995 du rapport « Le travail dans 20 ans », rédigé pour le Commissariat général du Plan, dans lequel il défendait l'idée d'une refonte totale du droit du travail.

\*\* « Le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) vise à aider les personnes les plus en difficulté à s'insérer ou se réinsérer sur le marché du travail. Selon leurs besoins, les personnes peuvent être embauchées dans quatre types de structures : les associations intermédiaires (AI), les entreprises d'insertion (EI), les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et les ateliers et chantiers d'insertion (ACI). » Source : Dares, ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.





réflexion globale et une évaluation des politiques publiques qui, tout en tenant compte de la diversité des situations — car certaines personnes sont plus « employables » que d'autres —, permettrait de comparer les coûts relatifs d'insertion. Par exemple, dans le cadre de l'Adie, nous pouvons chiffrer le coût d'insertion par la création d'entreprise: sur un an, il représente 2000 euros en moyenne, et s'élève à 2500 euros pour un cycle complet d'une durée de dix-huit mois. Un contrat aidé coûte 6500 euros par an et ne garantit pas plus — au contraire — le passage à un emploi permanent. Le coût d'un chômeur, quant à lui, est de plus de 13000 euros par an, rien qu'en coûts directs. Si vous ajoutez le manque à gagner en termes de fiscalité et de cotisations sociales, le coût total est de plus de 30000 euros!

Qu'est-ce que cela veut dire? Que toute forme d'insertion est un investissement rentable pour l'État. Que le pouvoir politique, qu'il soit de droite ou de gauche, ne s'en rende pas compte est assez dramatique. Rien n'est plus coûteux que le chômage, à la fois en termes de capital financier et de capital humain. C'est un facteur d'usure sur le plan psychique, qui pousse souvent toute une famille à s'enfoncer dans une logique de détresse. Pour moi, c'est inacceptable. Il suffit de se référer aux travaux de Patrick Viveret\* pour s'en rendre compte: si l'on additionne tous les coûts indirects liés à une situation de chômage ou au fait d'être allocataire du RMI — la dérive vers la violence, les risques accrus de maladie —, on se retrouve devant un puits sans fond...

Les emplois engendrés par le biais de la création d'entreprise sont les moins chers et les plus pérennes, pour une raison très simple: on n'a pas besoin de tirer les gens. Ils s'insèrent eux-mêmes, car c'est leur projet, un projet qui ne dépend pas du bon

---

\* Philosophe et magistrat à la Cour des comptes, auteur en 2000 du rapport « Reconsidérer la richesse », dans lequel il préconise notamment une réforme des indicateurs de richesse actuels, tel le PIB, au profit, par exemple, d'un indice de santé sociale.





vouloir d'un employeur, à qui l'on plaît ou pas, pour qui l'on est trop noir ou trop jaune, trop vieux ou trop femme... Il dépend de celui qui le porte et qui sait que c'est pour lui la seule chance de s'en sortir. L'Adie, soutenue par des financements publics et parfois privés, n'est là que pour apporter un coup de pouce. Les gens remboursent le microcrédit. Le taux de perte\* de l'Adie est inférieur à 3 %, ce qui pour la création d'activités nouvelles est très bas. S'y ajoutent un peu de formation, de conseil et d'appui, que les personnes issues du chômage ne peuvent pas payer et pour lesquels les subventions sont nécessaires.

**Un travailleur indépendant travaille sans filet. Il ne cotise pas à l'Assurance chômage, par exemple. Lorsqu'il tient la tête tout juste hors de l'eau, qu'il se lance dans l'aventure de la création d'entreprise et échoue, ne tombe-t-il pas dans une précarité plus grande encore ?**

Si j'en juge par les enquêtes réalisées auprès de nos clients, ce n'est pas le cas. Grâce au microcrédit, 80 % de nos clients sortent des dispositifs d'aide. Pas toujours en créant leur entreprise, ou en tout cas leur première entreprise ; je pense à celui qui se lance dans la vente de vêtements sur les marchés, et pour qui ça ne fonctionne pas, et qui crée alors une deuxième entreprise d'élagage, et pour qui ça fonctionne, enfin ; ou encore, à cette dame qui avait inventé un steak végétarien absolument extraordinaire, qui l'a vendu à une grande enseigne, et qui a donc cessé de le produire elle-même. Une autre fabriquait une lingerie merveilleuse. Elle a été recrutée par une entreprise comme salariée. Tout compte fait, elle s'est dit que c'était peut-être aussi bien, et plus sûr que d'être indépendante. Quoi qu'il en soit, 80 % de nos clients sortent d'un dispositif d'aide et deviennent autonomes. C'est déjà formidable.

---

\* Le taux de perte correspond aux pertes en capital par rapport au montant « décaissé », c'est-à-dire versé à la personne.





Par ailleurs, nous réalisons des enquêtes d'opinion. Plus de 90 % de nos clients déclarent ne pas regretter l'expérience. Moins de 6 % considèrent qu'ils n'en ont rien retiré.

### **Aucun de vos clients ne se retrouve donc dans une situation financière plus précaire suite à l'échec de son projet ?**

Non. Nous faisons extrêmement attention. Nous ne prêtons qu'à des gens qui ont une capacité entrepreneuriale et dont les projets tiennent la route. Si, à première vue, la personne se raconte des histoires, qu'elle n'a pas la capacité de mener à bien son projet ou qu'elle n'a rien à faire d'autre et que ce sont papa et maman qui la poussent à entreprendre, alors nous ne prêtons pas.

Ensuite, si l'entreprise a des difficultés, nous aidons la personne à les résoudre, et nous rééchelonnons le prêt. C'est le cas dans 7,7 % des créations. En revanche, nous n'annulons jamais le remboursement. Cela « décrédibiliserait le crédit », si j'ose dire.





## « En fin de compte, l'on survit à peu près à tout »

Dans votre autobiographie, *La Banquière de l'espoir*<sup>\*</sup>, vous relatez votre enfance dans une Pologne en guerre, la perte d'une partie de votre famille sous les balles allemandes, la déportation de vos proches. Établissez-vous un lien direct entre ce que vous avez enduré étant enfant et votre foi en la capacité de l'homme à prendre des initiatives pour s'en sortir ?

Bien sûr. Dans mon cas, comme dans celui de beaucoup de gens de ma génération qui étaient enfants pendant la guerre, de deux choses l'une : soit on casse, soit on passe. Et quand on passe, on est plus fort. C'est assez évident. Mais d'autres ont été définitivement cassés. Je crois que nos valeurs se construisent pendant l'enfance, tout comme nos traits de caractère. Cela dépend de l'environnement dans lequel on vit. D'une façon générale, la génération qui a vécu la Seconde Guerre mondiale n'a pas grand-chose en commun avec celle qui a vécu son enfance et sa jeunesse pendant les Trente Glorieuses. Elle est fondamentalement marquée de manière différente.

---

\* Maria Nowak, *La Banquière de l'espoir*, éditions Albin Michel, 1994.







**Votre père disparaît au début de la guerre pour s'engager dans la Résistance. Un jour, vous le croisez dans la rue et, pour des raisons de sécurité, il refuse de vous prendre dans ses bras. Dans *La Banquière de l'espoir*, vous revenez sur cet événement : « Au cours de l'une de ces promenades, j'ai rencontré un jour mon père. J'avais pour lui une admiration immense. (...) J'étais fière que mon père, un intellectuel, un homme d'esprit et de parole ait eu le courage physique de plonger dans le fleuve. Mais les explications sont venues trop tard. Elles n'ont pas suffi à effacer le souvenir précis que j'avais gardé de lui, celui du moment où il m'avait reniée. »\***

Je pense que certaines choses vous marquent de façon indélébile. Je devais avoir cinq ou six ans. Bien évidemment, on ne m'expliquait pas les tenants et les aboutissants des événements liés à la guerre et à l'engagement de mes parents dans la Résistance. Comme la réalité était violente, dangereuse, on préférait m'en tenir le plus possible à l'écart.

Quand vous recevez un coup sur la tête, même s'il est donné de manière involontaire, vous en gardez les traces. Dans ce cas précis, mon père a eu l'air de me renier. Il ne le souhaitait pas, mais il ne pouvait pas faire autrement. Je garde encore la trace de ce coup sur la tête. Chacun porte ses blessures. Il faut vivre avec elles, et autant que possible en tirer le meilleur parti : plus de résistance face aux difficultés, de compréhension pour les faiblesses des autres et d'intérêt pour les aider.

À la campagne, j'ai eu une voisine qui répétait souvent : « mais *qui qui* n'a pas ses problèmes ? » Quand on a eu beaucoup de problèmes, on comprend mieux ceux des autres. Je l'observe chez les

---

\* Idem, pages 24 à 26.





clients de l'Adie. Ayant beaucoup galéré, ils sont tous infiniment plus ouverts et prêts à aider leurs semblables que s'ils avaient vécu dans des situations plus faciles.

### **À propos de certains de vos clients, vous citez Boris Cyrulnik et ses travaux sur la résilience. À titre personnel, vous sentez-vous résiliente ?**

Oui, dans une certaine mesure. Dans l'un de ses livres, Cyrulnik me prend même comme exemple. Si l'on s'en sort sans trop de dommages, cela devient une force et un avantage. On ne mesure pas les événements de la vie avec les mêmes instruments, avec les mêmes repères, que lorsque l'on a vécu sans crise majeure. Vivre devient plus facile car les petites choses demeurent petites, et l'on voit mieux ce qui est vraiment important. Cette distinction est fondamentale.

Ensuite, on sait que les ennuis passent toujours et que, en fin de compte, l'on survit à peu près à tout. De vrais drames ou de vrais malheurs peuvent survenir, bien sûr. Seulement, on les considère avec un peu plus de distance.

### **Que vous arrive-t-il après la Seconde Guerre mondiale ?**

De Suisse, où je m'étais réfugiée avec mon frère, je suis entrée en France sans papiers pour rejoindre mon père. Il venait d'être libéré d'un camp de prisonniers en Allemagne. Ma mère nous a rejoints plus tard par une autre voie. J'avais onze ans. Nous nous sommes tous retrouvés à Paris, où j'ai passé mes années de collège et de lycée. La situation était compliquée car ma famille était complètement désinsérée. Mes parents étaient vraiment des réfugiés déclassés, ne pouvant plus exercer leurs métiers d'avocat et de médecin et essayant de survivre tant bien que mal dans des conditions très difficiles. Par conséquent, ils ne pouvaient pas m'aider à m'insérer dans la société française.





Tous mes camarades de classe me regardaient comme un animal étrange et très différent. Il faut dire que je ne parlais pas un mot de français quand je suis arrivée — ce qui ne facilite pas la communication. Arriver en sixième sans savoir parler français, sans n'avoir jamais été à l'école, ne me permettait pas d'être considérée comme faisant partie de la même famille. On m'a d'ailleurs mise en sixième pour la seule raison que cette classe correspondait à peu près à mon âge.

J'étais d'abord en pension chez les bonnes sœurs. Mes parents pensaient que j'y apprendrais plus vite. Mais c'était tellement terrible que je me suis sauvée. Ils ont alors essayé, sans succès, de m'inscrire dans une école publique. J'ai donc intégré une autre école privée qui a accepté de ne pas me faire payer.

### **Vous vous êtes sauvée de pension... Vous avez quitté l'établissement et vous êtes rentrée chez vous ?**

Oui, c'est cela. Je n'étais pas capable d'y rester.

Pour cette raison, je comprends très bien certains beurs, par exemple, dont les parents venus du fin fond de la Kabylie n'ont pu s'insérer dans la société française: les enfants ne s'intégreront pas par leur intermédiaire, mais par l'éducation et le travail. Malheureusement, l'éducation est aujourd'hui beaucoup moins efficace car, depuis la fin des Trente Glorieuses, elle ne débouche plus sur l'emploi. Dans ces conditions, la création de son propre emploi est peut-être le levier d'insertion le plus efficace pour les publics immigrés. Fondamentalement, je suis une immigrée. À l'époque, nous étions même des réfugiés apatrides.

### **On vous le faisait bien sentir ?**

Oui, en permanence! Je me souviens qu'en cours d'histoire, en première, lorsque nous étudions la seconde guerre de l'Opium,





qui avait opposé la France et le Royaume Uni à la Chine, j'avais émis un jugement de valeur sur la question. Ma professeur d'histoire m'avait alors dit: « Vous qui n'êtes pas française, vous ne pouvez pas juger de l'attitude de la France dans ce conflit. » Cet ostracisme n'est donc pas seulement réservé aux beurs dans le métro!

### **Avez-vous l'impression que la société française, telle qu'elle est organisée aujourd'hui, produit cet ostracisme ?**

Oui, totalement. Je ne parle pas seulement des chômeurs ou des RMIstes, mais aussi des immigrés — des gens qui sont considérés comme des étrangers. Je le sens probablement d'autant plus fort que j'ai été une sans-papiers.

Quand je vois dans le métro des beurs ou des noirs se faire contrôler leurs papiers d'identité alors que, moi, on me laisse passer, je trouve cela terrible.

### **Est-ce spécifique à la société française ?**

Non. Je suis loin de penser que c'est spécifique à la société française. Les Anglo-Saxons sont cependant plus tolérants. Même durant la colonisation, ils étaient plus respectueux des coutumes locales. En France, l'idée selon laquelle nous serions tous des Gaulois a la vie dure... Si on ne l'est pas, quelque chose ne colle pas!

Certaines exigences d'uniformité sont insensées car les gens demeurent toujours attachés à leurs racines. Si, d'un côté, on ne permet pas aux immigrés de garder leur identité, leur lien avec le passé en voulant les assimiler à tout prix, et que, de l'autre, on ne leur ouvre pas non plus l'avenir en leur donnant un emploi, la situation n'est pas supportable. Un avenir commun est indispensable! Voilà pourquoi nous travaillons dans les quartiers. On y trouve les populations les plus jeunes de France. Ne pas les





faire travailler est une aberration économique. Ce sont eux qui paieront les retraites. Pas la mienne, mais celle de la génération qui vient après la mienne...

### **La situation de rejet que vous avez connue au lycée s'est-elle souvent reproduite ?**

Oui, bien sûr. Et encore, j'étais blanche de peau, issue d'une culture catholique. Lorsqu'on est beur ou noir et musulman, c'est beaucoup plus difficile.

Donc, le problème d'intégration, je connais ! En même temps, ce n'est pas parce que c'est difficile que, *in fine*, ce n'est pas positif. On ne résout les problèmes qu'en les dépassant et, pour ma part, je me sens à la fois française, européenne et polonaise. Avant de prendre ma retraite, j'ai gagné ma vie. J'habite un appartement du centre-ville de Paris. J'ai reçu la légion d'honneur et je donne tous les signes extérieurs d'une intégration réussie...

### **Au fond de vous-même, vous pourriez ressentir les choses différemment.**

Mais je pense que l'on n'est jamais complètement intégré ! Cela n'existe pas et tant mieux. Il est important que chacun se souvienne de ses racines, ce qui n'empêche pas de trouver sa place dans la société française. La manière dont on pense pouvoir acclimater des immigrés à la culture française dans un temps très bref me paraît inefficace.

En fait, l'intégration se fait en deux générations. Mes enfants sont à 100 % français. Ils savent cependant qu'ils ont une ascendance polonaise. Mes petits-enfants me demandent toujours quel est leur quart polonais, quelle est la partie de leur corps qui est polonaise !





## Ce à quoi vous répondez ?

Que c'est la tête et le cœur ! Pourquoi ? Je ne sais pas.

La bonne intégration reste fidèle aux racines, s'insère pleinement dans la réalité et permet de se projeter dans le futur. Elle exige malgré tout d'avoir un emploi. Pour s'insérer, il faut avoir une place dans la société.

## En 1956, vous êtes partie à Londres pour y poursuivre vos études supérieures. Était-ce lié au choix d'études que vous vouliez faire ?

En partie. En France, à l'époque, pour faire de l'économie au-delà de Sciences Po, il fallait obtenir une licence de droit. La perspective ne me plaisait pas beaucoup. Pour étudier l'économie, j'ai donc choisi l'Angleterre.

La seconde raison, c'est que je ne parlais pas anglais. Je pensais que ce serait bien de replonger, volontairement cette fois-ci, dans une situation dans laquelle je ne parlerais pas la langue et où, néanmoins, je serais obligée de communiquer. J'avais déjà vécu une telle situation en Suisse allemande, puis en France. C'était là ma troisième expérience.

Je trouvais intéressant de le faire par choix personnel, et non par contrainte liée aux circonstances, ce qui est très différent. J'ai aimé le défi que représentait le fait de m'immerger de nouveau dans un monde inconnu et incompréhensible.

## Quels souvenirs gardez-vous de votre vie en Angleterre ?

J'aimais bien. C'était très différent de Sciences Po, de l'université française. Le type d'enseignement est plus concret et plus





pragmatique. Je travaillais justement sur les problèmes de développement, ce qui me plaisait beaucoup.

À l'époque, tout le monde croyait que le décollage des pays du tiers-monde n'était qu'une question de moyens, qu'il suffisait d'un peu de capital et de transfert de technologie pour que le monde entier rattrape l'Europe et les États-Unis. Cela n'a pas été tout à fait le cas!

